

1940

Thérèse Forget-Casgrain (1893-1980)

L'infatigable militante

Par Maryse Darsigny

In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 : 240-243.

Rares sont les personnes pour qui le nom de Thérèse Casgrain n'évoque rien. Pour la plupart d'entre nous, elle incarne la lutte pour l'obtention du suffrage féminin au niveau provincial à une époque où le Québec fait figure de « société distincte » par rapport aux autres provinces canadiennes et à l'État fédéral. Mais cette femme, qui par ses origines sociales se trouvait liée à « l'aristocratie québécoise » du tournant du siècle, a fait de multiples choses afin d'améliorer les conditions de vie des plus démunis de la société, en particulier des femmes et des enfants. En dépit d'un virage conservateur vers la toute fin de sa vie publique (appui à la Loi sur les mesures de guerre et charge contre les féministes radicales), son action dans la société québécoise a été plus que remarquable.

Le militantisme de Thérèse Casgrain s'affirme lors de sa collaboration avec son mari, Pierre Casgrain, durant la campagne électorale fédérale de 1921, menée dans le comté de Charlevoix. En janvier 1922, elle se joint aux féministes montréalaises, dont Marie Gérin-Lajoie, Caroline Béique, Julia Drummond, Idola Saint-Jean, Grace Ritchie England, Isabella Scott et Carrie Derick, pour fonder le Comité provincial du suffrage féminin (1922-1947). Elle assumera la présidence de cette organisation, rebaptisée en 1928 Ligue des droits de la femme, de 1922 à 1942.

C'est durant ces années passées au sein de la Ligue que Thérèse Casgrain consolide sa réputation d'ardente militante féministe. Dès lors, elle est présente partout où les intérêts des Québécoises des années 1920 à 1940 sont en jeu. Ses « compagnes de route » lui font une confiance absolue et lui donnent carte blanche pour faire avancer tous les dossiers qui concernent les femmes.

Thérèse Casgrain organise durant cette période avec, notamment, Marie Gérin-Lajoie, Nora Sampson et Renée Vautelet, des délégations de femmes qui prennent le train à la gare Windsor de Montréal à destination du parlement de Québec, afin de presser les premiers ministres d'alors, Louis-Alexandre Taschereau et Maurice Duplessis, ainsi que les membres de la législature, d'adopter un projet de loi accordant le droit de vote aux femmes du Québec, ce qu'elles obtiendront en 1940. Elles revendiquent également l'accès des femmes à la pratique du droit et leur admission au barreau, droit conquis en 1941. En 1930, la Ligue des droits de la femme appuie la présidente de l'Association des femmes propriétaires, Irène Joly, dans ses démarches auprès des dirigeants municipaux afin qu'ils concèdent le droit de vote aux femmes mariées propriétaires d'un immeuble à Montréal, droit qui sera obtenu en 1932. Au nom de la

Ligue, Thérèse Casgrain fait également pression sur le gouvernement du Québec pour qu'il réforme le Code civil de 1866, qui sanctionne l'incapacité juridique et civile des femmes mariées. En 1937, quand les ouvrières de la robe de Montréal font la grève, Thérèse Casgrain les soutiendra. De la même façon, elle se range du côté des institutrices rurales et de leur leader, Laure Gaudreault, qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de travail, et dont la hausse de leur salaire dérisoire constitue l'enjeu le plus important.

L'engagement de Thérèse Casgrain au sein de la Ligue l'amène à se déplacer un peu partout au Québec, de Sainte-Anne-de-Bellevue à Stanstead, de Pointe-Claire à Trois-Rivières, où elle prononce des discours devant divers groupements féminins. Elle en profite pour faire du *lobbying* auprès des dirigeants locaux et des membres de différentes associations progressistes. Elle se rendra régulièrement à Québec et à Ottawa pour exercer des pressions sur les élus. Une des militantes de la Ligue des droits de la femme, Jacqueline Sicotte-Béique, se rappelle ces moments où elle travaillait aux côtés de Thérèse Casgrain. Lors d'une entrevue réalisée en juin 1992, elle me confiait : «Pour suivre Thérèse Casgrain, ça prenait une fortune : les déplacements, la gardienne quand on avait de jeunes enfants, les restaurants, etc. Thérèse Casgrain ne faisait pas tout cela pour s'amuser, elle travaillait vraiment.» De toute évidence, son but ultime demeurait l'éducation et la mobilisation des gens pour la cause des femmes. C'est dans cette même optique qu'elle a orchestré durant les années 1930 une campagne d'éducation et de publicité sur les ondes de Radio-Canada dans le cadre de l'émission *Fémina* qu'elle animait.

Après la victoire suffragiste de 1940, Thérèse Casgrain met en pratique ce nouvel acquis, en se jetant dans la «fournaise politique», selon l'expression de Louis-Alexandre Taschereau. En 1942, elle se présente comme candidate libérale indépendante dans le comté Charlevoix-Saguenay (comté représenté successivement par son père et son époux). Même si elle arrive deuxième dans la course, le message qui sous-tend son action fait son chemin : montrer à la population du Québec, notamment à ses dirigeants bornés et sexistes, que non seulement les citoyennes s'intéressent à la politique, mais qu'elles peuvent aussi en faire...

La défaite ne l'effraie pas. Elle demeure dans l'arène politique en s'associant sérieusement à partir de 1946, au CCF (Cooperative Commonwealth Federation, devenu Parti social-démocrate et Nouveau Parti démocratique). Au sein de ce parti, elle occupe le poste de vice-présidente nationale de 1948 à 1963 et mène des campagnes électorales, sur la scène provinciale et fédérale, de 1951 à 1963. Ce sont les comtés de Verdun, de Jacques-Cartier-Lasalle, d'Outremont-Saint-Jean où elle a failli briser la règle masculine qui régissait la politique de cette époque. «Failli» seulement, puisqu'elle n'a jamais été élue.

Durant ces années en politique active, Thérèse Casgrain conserve ses convictions féministes. C'est ainsi qu'en 1945 elle s'engage dans la bataille, livrée notamment par Jean Després, Florence Fernet-Martel, Constance Garneau, Laure Hurteau et Jeanne Langlois, pour que les allocations familiales que le gouvernement fédéral s'apprête à verser aux familles canadiennes soient données aux femmes; elles gagneront la bataille. Plus tard, en 1961, Thérèse

Casgrain fonde la section québécoise de l'organisation féministe pacifiste la Voix des femmes. Afin de célébrer le 25^e anniversaire de la victoire suffragiste, victoire remportée de haute lutte, Thérèse Casgrain rassemble des femmes bien en vue dans les milieux féministe, social et politique de l'époque et organise en 1965 un colloque de deux jours à Montréal, sur «La femme du Québec, hier et aujourd'hui», sous la présidence d'honneur de la sénatrice Mariana Jodoin. C'est lors de la séance de clôture que l'assemblée générale votera la création de la Fédération des femmes du Québec, association laïque, toujours existante, qui regroupe les organisations féminines du Québec.

Thérèse Casgrain fait partie des femmes qui ont marqué le paysage social et politique du Québec des années 1920 à 1970. Sa vie a été entièrement consacrée à l'amélioration des conditions de vie des femmes et des plus démunis. Se qualifiant elle-même de *busybody* du militantisme féministe, elle a secoué l'apathie des gens en les incitant à réagir aux situations injustes et discriminatoires. Par sa présence active au sein de la société, elle a mis en échec les mentalités étroites qui considéraient que les femmes ne devaient pas sortir des limites prescrites par leur rôle traditionnel pour s'engager à fond dans tous les domaines de la vie sociale. Ainsi a-t-elle contribué à mettre sa ville natale, Montréal, le Québec et le Canada sur la voie du progrès.